

Interview du secrétaire Général de l'UFP

"Nous rendons le Ministère de l'Intérieur responsable de ce qui s'est passé..."

Après le déroulement du 2ème tour des sénatoriales, nous avons rencontré le Secrétaire Général de l'Ufp, M. Mohamed El Moustapha Ould Bedredine qui a fait le point des élections pour notre canard.

L'Eveil-Hebdo : Au cours de votre point de presse du lundi 11 avril, vous aviez dit que votre participation au 2è tour des sénatoriales à Magta-Lahjar, dépendrait des garanties de transparence de cette échéance que donnera le pouvoir. Avez-vous obtenu ces garanties ?

M.O.B : Oui, nous avons obtenu ces garanties relatives à la transparence de ce 2ème tour par le biais du Ministère de l'Intérieur, ce qui nous a amené donc à participer au 2ème tour,

E.H : Vous venez de dire que ces garanties vous ont été données par le Ministère de l'Intérieur. Pensez-vous alors que ce ministère est représentatif du pouvoir sur le plan politique pour vous donner les garanties que vous réclamiez ?

M.O.B : Pour nous, la responsabilité des élections relève du ministère de l'Intérieur qui nous a donnés; les garanties sur le déroulement normal de cette échéance électorale. Les autres ministres ne sont impliqués qu'en leur qualité de représentants du PRDS. Pour nous donc - et dans ce cas d'espèce - c'est le ministère de l'Intérieur qui représente l'Etat et c'est à ce titre que nous le rendons responsable de ce qui s'est passé.

E.H : Finalement, le second tour à Magta-Lahjar qui opposait votre candidat à celui du PRDS a été remporté par ce dernier. Quel commentaire en faites-vous ?

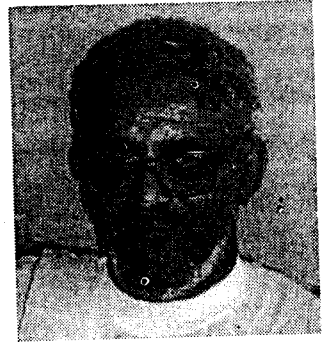
M.O.B : Ce résultat était attendu parce qu'au 1er tour, il y avait 3 listes (UFP, RDU, PRDS), dont 2 de la majorité présidentielle (RDU, PRDS). Au cours du 2è tour qui opposait notre liste à celle du PRDS, la liste du RDU dont le rôle était décisif a apporté son soutien au candidat du PRDS, consacrant ainsi la victoire de ce parti. A notre avis, cette victoire ne constitue pas un problème, mais le problème, ce sont les méthodes utilisées par les représen-

tants du parti au pouvoir qui ont consisté au 2è, comme au 1è tour; à exercer une pression très forte sur les électeurs, pour orienter et contrôler leur vote, vidant ainsi ce droit civique et démocratique de tout son sens. A titre d'exemple, le PRDS a concentré une grande partie des électeurs à 5 km de la ville de Magta-Lahjar où ils ont été l'objet de fouilles systématiques (allant jusqu'à leur faire vider les poches, à retenir leurs portables etc.). D'autres, qui étaient les plus "suspects" ont été obligés de changer les habits qu'ils portaient contre des habits tout neufs et furent conduits et escortés par la police jusqu'à la Moughataa (préfecture) où se trouve le bureau de vote; Après avoir voté, ils sont ramenés à leur lieu de concentration. C'est donc une méthode peu orthodoxe que nous regrettons, parce que la démocratie c'est la liberté de vote et cette liberté a été violée à Magta-Lahjar, comme partout ailleurs, à Bababé notamment. Donc, l'important pour nous, c'est la liberté du vote et non la victoire d'un parti ou d'un camp sur l'autre.

E.H : Estimez-vous que le dialogue soit toujours possible

dans la situation politique actuelle du pays ?

M.O.B : D'une manière générale, nous croyons que le dialogue est toujours possible, quels que soient les obstacles qui se dressent sur son chemin. Car, partout ailleurs, surtout en Afrique où nous avons vu ces dernières années des conflits (Rwanda, Burundi, Soudan, Sierra Leone, Côte d'Ivoire), nous avons vu que ces conflits sont en train d'être atténués. Dans certains pays ces conflits sont en train d'être réglés et ce par le seul moyen du dialogue et du compromis, après que les belligérants eurent tenté de les régler par la violence et la confrontation, mais en vain. Dans notre pays, il y a des problèmes, il y a même une crise, née essentiellement des dernières élections, aggravée par la situation socio-économique du pays mais - heureusement - les choses n'ont jamais atteint le seuil qu'elles ont atteint ailleurs. Effectivement, il y a un manque de confiance qui caractérise les rapports entre les différents acteurs politiques, particulièrement entre l'opposition et le pouvoir; Mais on a remarqué ces



derniers temps de, part et d'autre, un penchant fort vers l'apaisement et la recherche de solutions négociées, surtout de la part de l'Opposition. Cette tendance de recherche de solutions à travers le dialogue et le compromis est encouragée par les bailleurs de fonds et par l'ensemble de l'opinion internationale. C'est pourquoi, au niveau de l'Ufp, nous avons misé sur cette voie qui est pour nous la seule voie valable, pour que notre pays surmonte ses difficultés et avance sur le chemin de la démocratie, du progrès et du bien-être.

"Pour nous, l'affaire des élections présidentielles est légalement close dès l'instant où le Conseil Constitutionnel a confirmé les résultats contestés"

Le RDU entre au Sénat

Le Rassemblement pour la Démocratie et l'Unité (RDU), parti de la majorité présidentielle, sort agrandi de la dernière sénatoriale. En effet ce parti va siéger pour la première fois au Sénat. Jouant au parfait trouble-faite dans plusieurs localités où il a poussé le grand frère (PRDS) au second tour, ce parti s'est particulièrement illustré à Selibaby. Dans la capitale du Guimakhna, ce parti a ravi la vedette au PRDS et à l'UDFP qui avaient la faveur des pronostics en raison de leur écrasante majorité au niveau des conseillers municipaux. Toutefois, malgré cette prestation de haut niveau, on reste modeste et serein au siège du RDU.

Mohamed Mahmoud Ould Dahmane, un des responsables de ce parti, qui fut également Ministre, nous a fait un bref commentaire des résultats de son parti. Il dira en premier lieu qu'il salut la neutralité de l'administration qui a fait un travail de qualité en jouant parfaitement le rôle qui lui sied. Cela représente pour Ould Dahmane un pas de plus dans une meilleure pratique démocratique. Le climat convivial et la bonne tenue des différents acteurs augurent de lendemains meilleurs pour la démocratie mauritanienne ajoute-t-il. Il prédit de meilleurs scrutins à l'avenir. L'ancien Ministre déplore plutôt la mobilité de l'électorat. Il faut dire à cet effet que le RDU pour tant majoritaire à Zoueratt a subi un cinglant revers face au PRDS. Selon ce responsable politique ce sont les antagonismes locaux qui sont à l'origine de la versatilité de l'électorat. C'est ainsi que pour lui il n'y a pas de débats contradictoires au niveau local. En outre, Ould Dahma-

ne soulignera la liberté de choix des conseillers qui ont pu voter pour un candidat ne faisant pas parti de leur couleur politique sans conséquence. Par avant, les membres d'un parti mécontent du choix d'un candidat quittaient leur parti pour montrer leur désapprobation, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui note l'ancien Ministre. Chose bien difficile à admettre dans le cadre d'une certaine discipline de parti. D'autre part, il semble que la liberté de choix dont parle Ould Dahmane est tout à fait relative dans la mesure où des conseillers municipaux ont été séquestrés (Bababé) jusqu'au jour du vote. Un vote qui s'est déroulé dans cette localité sous la supervision des barons locaux du PRDS qui redoutaient un vote sanction profitant à l'UDFP qui du temps de Sall Boubou s'imposait à toutes les élections locales.

Pour ce qui est des résultats de Selibaby, on soutient au RDU qu'ils sont logiques dans la mesure où leur candidat Diabira Silmane jouirait d'un capital de sympathie de crédit inestimable en raison notamment du respect que lui accordaient toutes les communautés locales. D'autre part sa parfaite connaissance du terrain puisqu'il a dirigé la commune de Selibaby de 1991 à 2001, aurait joué en sa faveur. C'est donc contre toute logique arithmétique que le RDU s'est placé devant le PRDS et l'UDFP. C'est la qualité du candidat qui serait à l'origine de cette victoire note Ould Dahmane. Toutefois il faut reconnaître qu'en dépit des qualités supposées de leur candidat, que ce parti a bénéficié d'un vote sanction du PRDS. Il n'est pas sûr que si le parti au pouvoir avait choisi un autre candidat, faisant le consensus

et moins décrié que le RDU l'emporterait. A savoir si cette victoire du RDU n'allait pas occasionner des frictions avec le grand frère (PRDS), on reste très prudent au RDU où l'on affirme que ce succès n'est pas humiliant pour le parti au pouvoir et que les relations entre les deux formations n'allaient en aucun cas en souffrir. D'ailleurs Ould Dahmane indiquera que c'est d'un commun accord que les partis de la majorité présidentielle ont décidé de partir séparer au premier tour. Dans le cadre d'un second tour, il était prévu un report automatique des voix vers le candidat le mieux placé. Cette attitude prudente ne peut masquer les querelles intestines locales qui minent tous les partis sans exception. Le RDU et l'UDFP ont souvent bénéficié des votes sanction au sein du PRDS puisque les mécontents d'une élection, préfèrent rester dans les giron du parti au pouvoir en allant s'amuser dans la basse cours (UDP et RDU) en attendant un prochain retour dans le parti-état.

Mohamed Mahmoud Ould Dahmane dira aussi que l'on assiste à une régénération du paysage politique et d'une plus grande implication des communautés locales, ce qui représenterait des avancées démocratiques non négligeables.

Pour conclure ce responsable du RDU saluera l'entrée de l'opposition au sénat mais soulignera que celle-ci doit désormais avoir une attitude plus responsable en produisant un travail sérieux pour l'intérêt de la nation.

Bycome Guéwe

E.H : Le pouvoir ne veut apparemment dialoguer que si sa victoire aux élections présidentielles est reconnue par les partis de l'opposition. Qu'en dites-vous ?

M.O.B : Notre parti avait constaté lors des dernières élections présidentielles des irrégularités graves notamment l'arrestation de notre candidat Mohamed Khouna Ould Haidalla et celle de son staff de direction de campagne. C'est pourquoi, nous avons avec notre candidat refusé de reconnaître ces résultats. Après sa libération, notre candidat a introduit un recours devant le Conseil Constitutionnel qui a rejeté ce recours et confirmé les résultats. A partir de cet instant, l'affaire des élections est pour nous légalement close par la décision de cette autorité compétente. En tant que parti qui a choisi de s'inscrire dans la légalité, nous considérons qu'il n'est plus possible de contester ces résultats. Donc, le fait de poser comme condition de reprise du dialogue, la reconnaissance des résultats de ces élections est sans objet.

Propos recueillis par

Mouloud Cheikh Mohamed